**2015 – SUJET D’ÉCO/DROIT Espagne – Partie Économie**

À partir de vos connaissances et de la documentation fournie en annexe :

1. Décrivez l'évolution de la balance commerciale en France depuis 2008.
2. Présentez les critères de localisation de la production des firmes multinationales.
3. Indiquez les conséquences des politiques de localisation des firmes multinationales sur la nature des échanges internationaux.
4. Rédigez une argumentation qui vous permette de répondre à la question suivante :

**Les politiques économiques de l'État ont-elles une influence sur les échanges extérieurs de la France ?**

**Annexes :**

Annexe 1 : Évolution des échanges de biens et du déficit en France (en milliards d'euros).

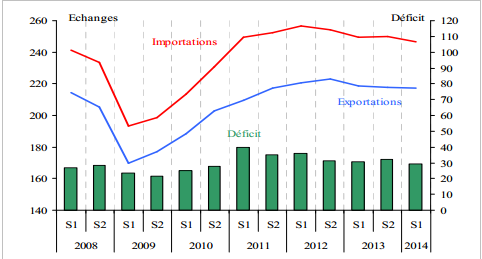
Annexe 2 : Commerce intra-groupe.

Annexe 3 : Réformes et compétitivité de l'économie française.

Annexe 4 : Le poids des Firmes Multinationales (FMN) dans l'économie française.

**ANNEXES**

**Annexe 1 : Évolution des échanges de biens et du déficit en France (en milliards d'euros).**



S1 : semestre 1, S2 : semestre 2

***D’après Douanes et Banque de France.***

**Annexe 2 : Commerce intra-groupe**

Le commerce international s'est considérablement développé au cours des dernières décennies, à la mesure de l'intégration croissante des marchés des biens et services.

Les multinationales ont largement contribué à ce mouvement d'ensemble. (...)

Les firmes peuvent optimiser la localisation de leur production afin de bénéficier de coûts de production plus faibles, mais aussi d'autres avantages non directement liés aux coûts. Ceux-ci peuvent résulter de facteurs purement géographiques (proximité des fournisseurs et des clients, par exemple) et institutionnels, ou de facteurs sur l'environnement de production tels que la qualification de la main-d'œuvre et la qualité des infrastructures. Les firmes peuvent également décider de conquérir de nouveaux marchés en s'implantant sur place. Ces stratégies conduisent toutes deux à un accroissement des transactions entre filiales.

- Dans le premier cas (c'est-à-dire profiter de conditions de production favorables}, le commerce intragroupe porte sur des produits intermédiaires. La chaîne de production est en effet segmentée, et les diverses phases de production sont réparties dans des filiales situées dans des pays différents. Ces filiales sont alors intégrées verticalement.

- Dans le second cas (c'est-à-dire conquérir de nouveaux marchés), le commerce intragroupe peut porter sur des produits intermédiaires ou sur des produits finis. L'implantation sur les marchés locaux peut en effet se faire soit en répliquant sur place tout ou partie de la chaîne de production, soit en important les produits finis via un distributeur affilié. Les filiales sont alors intégrées horizontalement.

Le commerce réalisé au sein des multinationales, c'est-à-dire le commerce intragroupe, représente une part considérable du commerce international.

***D'après INSEE, 2009***

**Annexe 3 : Réformes et compétitivité de !'économie française**

Depuis 2012, un ensemble d'actions est engagé au service du renforcement de la compétitivité des entreprises. Il s1articule autour de plusieurs axes : baisse du coût du travail et allégement de prélèvements obligatoires, simplification de la vie des entreprises, réformes des marchés des biens, des services et du travail, soutien à l'innovation, afin d'agir à la fois sur la compétitivité prix et hors prix.

En parallèle, l'amélioration des dispositifs publics d'accompagnement à l'export se poursuit, tandis que la stratégie des « familles » à !’export mise en place en 2012 va être approfondie. [...]

1. Renforcer la compétitivité des entreprises françaises par plusieurs leviers :

* Une politique de baisse du coût du travail, portée par le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et le pacte de responsabilité et de solidarité.
* Allègement des prélèvements obligatoires.
* Des réformes structurelles visant à simplifier l'environnement réglementaire et à intensifier la concurrence dans un certain nombre de secteurs.
* Le marché du travail est l'objet de plusieurs réformes, adoptées ou à venir.
* Une amélioration des conditions de financement des petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que des projets innovants.
* Une réforme de l'organisation territoriale en vue de créer des régions de dimension européenne.

2. Poursuivre l'amélioration des dispositifs publics d'accompagnement à l'export et approfondir la stratégie des « familles » à l'export.

* La stratégie des « familles » prioritaires de produits à l'export mise en place en 2012 vise à mieux structurer et positionner l'offre française en termes de pays et secteurs porteurs.
* Poursuivre l'amélioration des instruments d'appui aux entreprises et l'accompagnement personnalisé des PME et entreprise de taille intermédiaire (ETI).
* Poursuivre l'amélioration des financements export afin d1en maintenir la compétitivité.

***D'après diplomatie.gouv.fr***

**Annexe 4 : Le poids des Firmes Multinationales (FMN) dans l'économie française**

Parallèlement [...J, les FMN sous contrôle français totalisent environ un tiers de la valeur ajoutée et de l'emploi (respectivement 35,1 % et 31,5 %) et les implantations des FMN sous contrôle étranger un sixième (16,8 % de la VA et 12,8 % de l'emploi). C'est ainsi plus de la moitié de la valeur ajoutée en France et près de 60 % du capital matériel qui dépendent de FMN installées sur le territoire. Elles réalisent aussi, à elles seules, 84 % des exportations de biens et services en 2010 et probablement une part tout aussi importante des importations.

***Source : INSEE, Les Entreprises en France, édition 2013***